

### Tarif des douanes

Il existe, dans une certaine mesure, une industrie du bœuf ainsi qu'une industrie laitière dans le nord de l'Okanagan, mais des problèmes se posent continuellement. Nous avons entendu parler de la concurrence exercée par le bœuf de l'étranger qu'on a laissé entrer au pays. Le prix de ce bœuf a été maintenu à un bas niveau pour permettre au gouvernement de faire croire que son programme de lutte contre l'inflation fonctionne bien, mais il fonctionne aux dépens d'une des industries de base du Canada que nous ne pouvons nous permettre de faire disparaître.

Le gouvernement fédéral a incité l'industrie laitière de la Colombie-Britannique à accroître sa production et les producteurs ont réagi de façon extraordinaire, au point que la production a presque débordé. Puis, le gouvernement fédéral a transformé, d'un jour à l'autre, son programme de subventions en un programme de sanctions et les producteurs se sont retrouvés avec des surplus de lait qu'ils ne réussissaient à vendre qu'à un prix de sacrifice. Cette mesure aurait pu les pousser vers la faillite en peu de temps et certains d'entre eux se sont tournés vers l'élevage des porcs parce qu'il y a une chose que vous pouvez faire avec un surplus de lait, c'est nourrir les cochons.

Il est encore plus inexplicable de réduire la douane sur le porc, et de permettre la concurrence à une époque où l'industrie laitière a grand besoin de protection pour ceux de ses membres qui pourraient s'adonner à l'élevage des porcs pour employer une partie de leurs excédents de lait. On nous a beaucoup parlé de cette tendance étrange dans l'industrie porcine. Je n'ai rien compris au raisonnement du ministre lorsqu'il nous a annoncé ce changement: le moment est tellement inopportun.

J'aimerais changer de sujet un instant. Nous faisons face à un paradoxe extrême en discutant de tarifs douaniers à une époque où dans tous les forums du monde, dans tous les pays du monde, on parle d'un nouvel ordre économique international. On l'a mentionné en passant, comme aussi le libre-échange. J'ai remarqué que l'orateur qui m'a précédé a rejeté catégoriquement l'idée du libre-échange comme possibilité et ce, parce qu'il vient d'une région du pays à laquelle le développement économique est essentiel, car il n'a pas marché de pair avec celui des provinces centrales et de l'Ouest du Canada.

Pourtant, plusieurs porte-parole du gouvernement se sont engagés à promouvoir le nouvel ordre économique international. J'ai passé une semaine aux Nations Unies; on y a discuté du sujet assez longuement. Nous savons qu'un groupe de nations s'est réuni à Manille en janvier et février de 1976, qu'il a rédigé une déclaration et tracé un programme d'action. On a appelé ce groupe le groupe des 77 car 77 nations y étaient représentées. Le groupe attend beaucoup des nations industrialisées du monde. Pendant mon séjour aux Nations Unies, j'ai appris que ce groupe comptait maintenant 115 pays. Il réclame une restructuration complète du commerce mondial.

● (2130)

J'ai beaucoup voyagé, et j'ai visité certains des pays que nous disons sous-développés. J'ai vu l'épouvantable misère et je connais l'écart considérable existant entre les riches et les pauvres; j'ai également vu de mes yeux la détresse. On ne peut s'empêcher d'éprouver de la sympathie envers ces pays qui rejettent maintenant les anciens programmes d'assistance et

[M. Johnston.]

exigent à la place une restructuration complète des échanges commerciaux internationaux.

Un article paru dans *The Canadian Business Review*, Volume 3, 1976, sous le titre «The New International Economic Order And Its Implications For Canada» fait ressortir certains faits éloquentes. On y lit notamment:

Le gouvernement canadien fait connaître en termes généraux son accord sur la nécessité d'instituer un nouvel ordre économique international.

Nos porte-parole se sont profondément engagés et l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a été—je ne voudrais pas employer le mot «rétrogradé» mais, mettons muté au poste de leader à la Chambre—était co-président de la Conférence Nord-Sud. Il s'agit d'une autre conférence internationale qui se poursuit plus ou moins de façon permanente avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui est tenue de temps à autre. La terminologie n'est peut-être pas des meilleures, mais le Nord représente les pays industrialisés et le Sud les pays sous-développés. Toutefois, cette conférence a abouti à une impasse. Un des problèmes qui se posent, je crois, c'est que peu de pays du monde sont dotés du processus démocratique pour lequel nous sommes reconnaissants ici. C'est ici que les droits de douane et les barrières tarifaires entrent en jeu. Il est facile de préconiser la restructuration globale du système économique du monde, mais la réalisation n'est pas aussi facile dans un pays comme le Canada.

A la page 20, l'article dit ceci:

Néanmoins, les propositions visant l'établissement d'un nouvel ordre économique international revêtent une grande importance pour les Canadiens. Toute tentative importante de restructuration du système permettant les échanges de biens et services, de capitaux et de technologie sur le plan mondial, touchera directement le Canada. Peut-être plus que tout autre pays industrialisé, l'intérêt du Canada dans la réforme du système international est ambivalent.

Nous jouons un double rôle. Sous certains rapports, le Canada est un pays industrialisé, développé, à la fine pointe de la technologie mais, sous certains autres, il est sous-développé, non développé et primitif. Nous possédons des régions immenses qui attendent d'être mises en valeur, qui offrent des occasions d'emploi et qui voudraient avoir un statut qu'elles n'ont pas parce que la région industrielle est concentrée en grande partie dans les provinces de l'Est.

Comment un pays, qui est une démocratie, peut-il faire pour aller dire à la population: nous vous demandons la permission d'adopter des politiques commerciales qui vont abaisser le niveau de vie de l'ensemble du pays. Je ne réussis tout simplement pas à croire que c'est possible.

Je pense qu'un des problèmes que connaît le monde aujourd'hui est que tant de nations, en particulier celles qui forment le groupe des 77, n'ont l'air de ne rien savoir du système démocratique lorsqu'il s'agit de connaître la volonté de la population, avant de prendre des décisions en matière de commerce. Ce n'est certainement pas la politique de l'autre grand bloc économique, l'Union soviétique, pays communistes d'Europe de l'Est et Chine. Bien sûr, il n'est pas question dans leur cas d'élection, d'opposition et de système parlementaire, avec alternance des gouvernements de temps en temps—comme ça n'a malheureusement pas été assez souvent le cas au Canada ces dernières années—ce genre de système est inconnu dans beaucoup de pays.